

**PROGRAMME
EUROPE, STRATÉGIE,
SÉCURITÉ**

CORONAVIRUS : L'ABSENCE DE SOLIDARITÉ PEUT TUER LE PROJET EUROPÉEN

PAR FRÉDÉRIC MAURO

AVOCAT AU BARREAU DE BRUXELLES, CHERCHEUR ASSOCIÉ À L'IRIS

AVRIL 2020

ANALYSE #8

Il est évidemment trop tôt pour tirer des conclusions sur les conséquences sociales, politiques, économiques et géostratégiques de la pandémie actuelle. La croissance économique, la façon dont nous travaillons, les libertés publiques, le rôle de l'Etat dans l'économie, la relation entre l'Europe et les États-Unis, et plus largement les relations internationales et la place de la Chine dans le concert mondial, tout cela sera profondément affecté et le monde va changer.

Mais parmi toutes les questions qui se posent pour le jour d'après, ou plus exactement l'année d'après, il en est une particulièrement préoccupante : le projet européen survivra-t-il à la pandémie ?

Pour répondre à cette question, il nous a paru important de nous extraire du torrent d'informations quotidiennes que nous recevons et, comme le font les militaires, de « monter sur la colline » afin d'embrasser la situation dans son ensemble et de pouvoir mettre de l'ordre dans nos idées. Que voyons-nous ? Comment l'expliquer ? Quelle conduite tenir ?

L'UNION EUROPÉENNE : UNE MAISON SANS TOIT

Premier constat, sans surprise : l'Union européenne au tournant des années 2020 est toujours un édifice inachevé. Cela est vrai dans le domaine économique où la mise en place de l'euro n'a pas été précédée d'une harmonisation fiscale et budgétaire suffisamment poussée. La convergence a certes été encadrée par des normes – les célèbres critères de Maastricht – mais les instruments qui auraient été en mesure d'assurer cette convergence – un budget commun d'une importance significative, alimenté en totalité par des ressources propres permettant de mener une politique fiscale digne de ce nom - n'ont pas été instaurés. La convergence a reposé sur la bonne volonté des gouvernements des États membres, avec les succès que l'on sait. Et c'est pour cela que vingt ans après sa mise en place la zone euro n'est toujours pas ce que les spécialistes appellent une « zone monétaire optimale » et que l'euro peine à s'imposer comme monnaie internationale de réserve.

L'inachèvement est également patent dans la gestion des frontières internes et surtout externes. Une zone de libre circulation – l'espace Schengen – a été mise en place avec succès. Mais tous les États membres n'en font pas partie, de la même façon que tous ne font pas partie de la zone euro. Et surtout l'Union s'est refusée jusqu'à peu de coordonner la gestion de ses frontières externes. Certes des progrès considérables ont été accomplis avec la transformation, en 2016, de Frontex, l'agence commune de coordination, en Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes. Mais beaucoup reste à faire.

Enfin, dans le domaine de la politique étrangère et de la défense l'Union fait du surplace depuis plus de vingt ans. La promesse d'une « défense commune » est restée dans les limbes, comme le voulaient nos amis britanniques. Même la « politique de sécurité et de défense commune » est loin

d'avoir rempli ses promesses. Elle est au mieux une simple coordination de forces nationales pour intervenir dans des crises de basse intensité, souvent avec retard et beaucoup de limitations. Créer des institutions sans les doter de moyens, mener des programmes capacitaires en commun ou prendre des mesures en faveur de l'industrie de défense, tout cela ne fait pas une politique de défense commune et encore moins une défense commune. Il faut bien dire que l'OTAN - ou pour appeler les choses par leur nom le protectorat américain - joue ici le rôle de « l'éléphant dans la pièce ». Ce protectorat a si bien fonctionné, qu'il a annihilé tout esprit de défense européenne. Il arrange du reste aussi bien les Européens que les Américains eux-mêmes, quoi qu'en disent ces derniers.

Quant à la politique étrangère commune, en dépit de quelques succès tels que la négociation de l'accord sur le nucléaire iranien ou les sanctions contre la Russie, elle reste embryonnaire. Les nations européennes sont aujourd'hui dans la même situation que les tribus gauloises face à Jules César. Elles préfèrent les commandements d'un empereur lointain, fût-il Néron ou Caligula, plutôt que la loi de leurs assemblées communes ou la coopération avec des tribus plus proches et plus grandes qu'elles. Dans ces conditions, les puissances extérieures n'ont aucun mal à jouer sur quelques-uns pour entraver l'action de tous. Il leur suffit de « diviser pour mieux régner » afin d'obtenir ce qu'ils veulent et empêcher l'Union de déployer son potentiel géopolitique ; un potentiel que les Européens eux-mêmes ne se privent pas de saborder sans l'aide de personne.

UNE MAISON QUI S'EST DÉLABRÉE AU FIL DU TEMPS

Cet état d'inachèvement de l'Union la place évidemment dans une situation de grande fragilité dès lors que le temps tourne à l'orage. La première tempête, on l'oublie souvent, fut celle provoquée par la guerre d'Irak, menée par les Américains en 2003, et qui a ouvert une ligne de fracture entre les pays très attachés à la protection américaine et ceux qui étaient capables de s'en détacher ou du moins d'y mettre des limites. Ce n'est du reste pas un hasard si Angela Merkel, qui vient d'Allemagne de l'Est a pris à cette époque, et à rebours de son propre parti, des positions en faveur de l'intervention américaine.

Cette première fissure, due à un élargissement trop hâtif et mal expliqué, n'a jamais été colmatée. L'élargissement lui-même, sans provoquer une tempête proprement dite, a agi dans le long terme comme un dissolvant sur le projet européen. Paradoxalement, il a été source de ressentiment en Europe centrale et orientale - Länder allemands inclus - dont les ressortissants vivent encore aujourd'hui dans la crainte de rester des citoyens de « seconde zone ». Ils ne redoutent rien de plus qu'une « Europe à plusieurs vitesses ». D'autant que ces pays se sont peu à peu vidés de la partie la plus dynamique de leur population, migrant vers l'Ouest et ses promesses d'une vie meilleure. La Roumanie, à elle seule, a perdu plus de trois millions de ses ressortissants entre 1990 et 2020. Sur une population de 23 millions d'habitants, cela fait beaucoup. À son tour, l'afflux de population de l'Est a provoqué des réactions d'hostilité dans certains pays de l'Ouest, en

particulier au Royaume-Uni où l'on se rappelle les actes de violence contre la « vermine polonaise » juste avant et après le referendum de juin 2016.

La seconde tempête fut celle provoquée par les referendums négatifs français et néerlandais sur l'adoption du « traité établissant une constitution pour l'Europe » en 2005. Si deux des six pays fondateurs disaient non à la poursuite de la construction européenne, cela ne pouvait que jeter un trouble sur le bien-fondé de la démarche. De fait, ces referendums ont révélé les profondes ambiguïtés du projet européen : simple marché ou union politique, communauté de valeurs, zone de libre-échange ouverte à tous les vents ou espace de déploiement d'une économie sociale de marché. Elle a ainsi mis en lumière les divisions qui existaient au sein même des États membres quant à ces différentes perspectives.

La troisième tempête fut celle provoquée par la crise américaine des '*subprimes*' qui s'est traduite en Europe par une récession à grande échelle de l'économie réelle, une crise financière, une crise de l'euro et pour finir une crise des dettes souveraines, dont l'épisode le plus délétère a été la quasi-expulsion de la Grèce de la zone euro. Or, la façon dont cette crise a été gérée a laissé des traces profondes dans la psyché collective du peuple grec, mais aussi de tous ceux qui se disent qu'ils pourraient subir le même sort. Rétrospectivement on peut dire que cette crise aurait pu être gérée de façon plus rapide, plus efficace et moins humiliante sans les tergiversations de la chancelière allemande. C'est de cette époque que datent les sobriquets et les insultes des pays du Sud qualifiés tantôt de « cigales », tantôt de pays du « club med » voire affublés de l'acronyme de PIGS (cochons) par les journaux anglo-saxons.

La quatrième tempête fut provoquée par la résurgence de la menace russe sur les frontières de l'Est avec d'abord la crise géorgienne en 2008, puis sa réplique, bien plus forte, avec l'annexion de la Crimée en 2014 et la guerre civile ukrainienne dans le Donbass. Cette tempête a rouvert la fissure de la guerre d'Irak. Elle a divisé et continue de diviser tous ceux qui ont vécu dans leur chair l'occupation soviétique et voient la Russie comme un ennemi historique et les autres qui ne croient pas en l'existence d'une telle menace.

Enfin, la dernière tempête en date fût celle de la crise migratoire résultant des printemps arabes et qui a culminé en 2015. Cette crise fut à nouveau l'occasion d'une déchirure entre Européens de l'Est, qui ne voulurent à aucun prix partager le fardeau de la relocalisation des réfugiés, et ceux des Européens de l'Ouest qui durent supporter l'accueil de près de deux millions de réfugiés. Mais aussi entre Européens du Sud, placés en première ligne et ayant le sentiment d'être abandonnés par le reste de l'Europe, et Européens du Nord, en particulier l'Allemagne et la France, perçues comme des donneurs de leçons et d'irresponsables moralistes.

ET OÙ CHACUN S'EST RÉFUGIÉ DANS SES APPARTEMENTS

Jusqu'à présent, toutes les nations européennes se sont plus ou moins arrangées de l'état d'inachèvement de l'Union, chacune se réfugiant dans ses appartements et entretenant l'illusion

qu'elles pourraient mieux s'en sortir seules, au prix de relations privilégiées avec des puissances extérieures plus compréhensives que leurs voisins européens. Au lieu de jouer collectif, les Européens, tous les Européens, ont joué sur tous les tableaux, qui avec les États-Unis, qui avec la Chine, qui avec la Russie.

L'absence d'harmonisation fiscale a ainsi permis à certains États comme l'Irlande ou les Pays-Bas de mener des politiques de défiscalisation compétitive afin d'attirer les sièges sociaux de grands groupes américains ou européens, pour le seul profit desdits groupes et États.

L'absence d'harmonisation budgétaire a permis à des pays mal gérés ou dépensiers comme la France, l'Italie ou la Grèce de continuer à vivre au-dessus de leurs moyens et de s'épargner les réformes structurelles impopulaires qui eussent été nécessaires pour revenir à l'équilibre.

L'absence de politique de défense européenne résultant de la protection accordée par les Américains a permis à tous les pays du Nord, en particulier l'Allemagne, mais aussi les Pays-Bas, la Belgique, l'Autriche et les Baltes, aux pays de l'Est, à l'exception notable de la Pologne, et également aux pays du Sud, tels l'Italie, l'Espagne et le Portugal de ne pas avoir à investir dans ce domaine.

Enfin, les arrangements particuliers ont fini de ruiner l'esprit européen. Le Royaume-Uni, le Danemark, la Suède ou encore les Pays-Bas, ont ainsi bénéficié de réductions sur ce qu'aurait dû être leur contribution normale à l'effort budgétaire ou ont été dispensés des politiques qui ne leur convenaient pas, comme la politique de défense, l'euro ou Schengen.

Le summum de cette participation à la carte a sans doute été atteint lors de l'ultime tentative effectuée par l'Union pour éviter le départ du Royaume-Uni à la fin de l'année 2015. Afin de satisfaire les exigences politiques de son Premier ministre, David Cameron, il lui fut reconnu le droit de ne pas souscrire à l'objectif commun, pourtant inscrit depuis le début au cœur du traité de Rome : celui d'une Union sans cesse plus étroite entre les peuples qui la composent. Le Royaume-Uni avait ainsi réussi à se placer au point d'intersection entre l'Union européenne, sa relation spéciale avec les États-Unis et ce qui restait du Commonwealth ; une sorte d'optimum géostratégique. Cette compromission supplémentaire n'a servi à rien.

C'est ainsi que progressivement s'est mise en place une Union transactionnelle dans laquelle chaque dirigeant national s'efforce de payer le moins tout en recevant le plus. Le poison instillé par Margaret Thatcher en 1984 - "*I want my money back*" - a diffusé dans tout l'édifice, corrompant jusqu'au cœur l'esprit européen. D'autant que l'Union est une construction d'origine technicienne, ou plus exactement apolitique, voulue comme telle dans l'après-guerre afin de ne pas répéter les catastrophes où a pu conduire l'excès de passions politiques. Elle était donc, pour ainsi dire, nativement mal armée pour se défendre et éviter de servir de *punching-ball* à tous les politiciens nationaux qui se prévalaient de ses succès et l'accusaient de leurs échecs.

Le prix à payer a été très élevé. À force de leur répéter que l'Union était coupable de tous les maux, même les plus pro-européens de tous les peuples d'Europe ont fini par le croire. Dans tous les États membres se sont développés des courants nationalistes réactionnaires, surfant sur les crises

successives, utilisant toutes les ficelles d'une démagogie sans retenue. En Italie, la « Ligue du Nord » a réussi l'exploit de convaincre des électeurs du Sud du bien-fondé de ses thèses. En France, au premier tour de l'élection présidentielle, quatre candidats sur cinq proposaient des politiques anti-européennes par objet ou par effet. Même l'Allemagne et l'Espagne ont vu renaître des courants politiques que l'on croyait éteints à tout jamais. Quant aux pays de l'Est, ils se sont donnés à des dirigeants qui ont restreint les libertés publiques, des pseudo hommes forts qui ont fait du nationalisme et de la critique de l'Union leur fonds de commerce tout en encaissant les chèques qu'elle leur tendait. Quant au peuple anglais qui était resté le plus attaché à ses singularités, à ses poids et mesures, à sa conduite à gauche et à son passeport bleu, après trente ans de matraquage anti-européen mené par la presse populaire, les 'tabloids', il a tout simplement décidé de quitter l'Union.

Le résultat de toutes ces crises, la somme de tous ces arrangements est que les nations européennes se sont progressivement recroquevillées sur elles-mêmes au point que l'esprit du projet européen – le vouloir vivre ensemble - a disparu.

AUJOURD'HUI LA MAISON BRÛLE

La situation actuelle est bien plus grave que toutes celles qui l'ont précédée, et ce pour deux raisons. La première est que cette crise intervient après toutes les autres et qu'à ce titre elle pourrait bien constituer « la crise de trop ». Il en va des institutions comme des patients : c'est la comorbidité qui tue.

La seconde tient au fait que ce qui est important dans une crise, c'est non seulement la crise elle-même, sa durée, ses effets, mais aussi et surtout la façon dont nous y réagissons. Montaigne l'a dit magnifiquement : « Tu ne meurs pas de ce que tu es malade, tu meurs de ce que tu es vivant ». Or, le moins qu'on puisse dire est que les premières réactions, aussi bien des États membres que des instances européennes, n'ont pas été à la hauteur. Tous ont réagi avec retard, imprévoyance et dans le désordre, qui disant que ce n'était pas de sa compétence, qui fermant ses frontières, qui imposant le confinement, qui faisant tout, qui ne faisant rien. Et, non seulement, au lieu de faire front ensemble tous y sont allés de leurs critiques et ces critiques se sont rajoutées aux difficultés, ajoutant de la crise à la crise.

Pourtant, après des départs cafouilleux et maladroits les uns et les autres se sont plutôt bien repris. La Banque centrale européenne, seule institution véritablement fédérale prenant ses décisions à la majorité a, après des déclarations maladroites de sa présidente, agi de façon rapide et efficace en lançant un programme de rachat des dettes nationales publiques et privées à hauteur de 750 milliards d'euros. La Commission européenne n'est pas restée inerte ; elle a, notamment, suspendu l'application des règles budgétaires, constitué une réserve sanitaire, pris des mesures d'aide à la recherche médicale, autorisé les États à aider leurs entreprises, etc. Ce n'est pas rien. Enfin, après des débuts marqués par l'interdiction d'exporter des masques vers l'Italie, la France et l'Allemagne se sont ravisées et certains gouvernements ont fini par

comprendre qu'ils pouvaient accueillir des patients d'autres pays lorsque les hôpitaux de ces derniers sont saturés.

Malheureusement, ce qui restera gravé dans la mémoire rétinienne des Italiens ce sont les images d'avions transportant des masques et des médecins chinois, ainsi que le débarquement en fanfare de médecins cubains, russes et même albanais. Le grand quotidien *'La Repubblica'* a titré à sa Une : « La laide Europe ». Les propos maladroits d'Ursula Von der Leyen qualifiant l'éventualité d'émettre des obligations européennes (« *coronabonds* ») de « slogan » a été la goutte de trop dans l'urne déjà trop pleine du ressentiment anti-européen. Depuis en Italie, la *bandiera nazionale* vole haut et, chose impensable, le drapeau européen a été brûlé. Ce ne sont que des symboles. Mais la politique est faite de symboles. Et des symboles aux actes, il n'y a souvent qu'un pas. Le 31 mars, des appels au boycottage des produits néerlandais ont été lancés en Italie, en réaction à l'attitude intransigeante du Premier ministre des Pays-Bas, Mark Rutte, qui avait émis des critiques contre les pays du Sud incapables, selon lui, de maîtriser leurs finances.

Pour l'instant la crispation entre les pays du Sud et ceux du Nord s'est cristallisée sur la création de ces fameux *coronabonds* qui, contrairement aux *eurobonds* dont la création avait été évoquée en 2008, ne sont pas une mutualisation des dettes passées, mais celle d'une partie des dettes futures, et encore uniquement celles nécessaires à la relance des économies européennes. Lors du Sommet européen du 27 mars 2020, véritable sommet de la désunion, l'entente a été impossible et, comme souvent, il a été décidé de ne rien décider. Quoi qu'il en soit, continuer à donner des leçons de « sérieux » aux Européens du Sud c'est ne pas prendre la mesure de la gravité de la situation et se montrer incapable de se penser en tant qu'Européen.

Or, le manque d'empathie, la procrastination et l'absence de solidarité sont, à ce moment de l'histoire, autant de coups violents portés à un édifice européen brinquebalant. Chacun s'enferme dans le narratif qui correspond à l'opinion majoritaire de son pays. Les Allemands-fourmis se sont ainsi auto-persuadés que l'Italie-cigale, aurait pu mieux s'en sortir si elle avait mis ses finances en ordre avant que la bise ne fût venue et que maintenant on leur demande, une fois de plus, de payer pour ceux qui n'ont pas mis leur appartement en ordre.

Ce *'blame game'* est la pire des choses à faire et de surcroît, une erreur d'appréciation. Car la crise en Italie a eu pour épïcentre la région la plus riche, la Lombardie, aussi riche que la Bavière, et qui dispose d'un système hospitalier des plus modernes. Il ne faut pas confondre gestion des finances publiques et crise sanitaire : aucun pays européen n'est responsable de l'arrivée du virus sur son sol. Mais tous sont responsables de la façon dont ils y réagissent. Ne pas comprendre cela, c'est ne pas comprendre que le manque de solidarité est un « danger mortel pour l'Europe », comme a dû le rappeler Jacques Delors en sortant de son silence.

L'ABSENCE DE SOLIDARITÉ PEUT TUER LE PROJET EUROPÉEN

La solidarité est le cœur du projet européen. C'est le ciment qui tient ensemble les nations européennes. C'est la conscience de faire partie d'un tout plus grand, d'avoir non pas une seule identité, l'identité nationale, mais plusieurs, dont l'identité européenne, qui a permis au grand marché de se développer et de prospérer ; aux Italiens et aux Français d'acheter des voitures allemandes ; aux Allemands de prendre leurs vacances en Espagne, aux Français leur retraite au Portugal et même aux Britanniques dans le Périgord. En mettant en défaut la solidarité européenne, les réactions de repli national, voire nationaliste, dissolvent l'identité du projet européen aussi sûrement que le ferait un acide.

La solidarité économique est une nécessité qui découle de notre union monétaire. Les Allemands devraient le comprendre aisément. Est-ce que la réunification de leur pays eût été possible sans solidarité entre les Länder de l'Ouest et ceux de l'Est ? Une solidarité à crédit à laquelle ont largement participé les autres États de l'Union. Et avant de donner des leçons de morale aux pays du '*club med*' les pays du '*club des radins*', qui sont les plus grands bénéficiaires du marché unique, devraient se demander ce qui se passerait en cas d'Italexit dont l'hashtag #StopEuropa-Italexit a commencé à circuler, ou même si simplement l'Italie, l'Espagne, la Grèce, la France, le Portugal, la Roumanie et la Bulgarie fermaient leurs frontières et boycottaient leurs produits ?

La solidarité est une obligation juridique. L'article 222 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne dispose en effet que « si un État membre est l'objet d'une attaque terroriste ou *victime d'une catastrophe naturelle ou d'origine humaine*, l'Union européenne et ses États membres agissent de manière *solidaire* – le cas échéant par des moyens militaires – pour venir en aide à cet État. ». Si on n'applique pas maintenant cette clause en faveur de l'Italie et de l'Espagne martyrisées – comme cela a été brièvement évoqué par l'Allemagne - quand le ferons-nous ? *Pacta sunt servanda*.

La solidarité enfin est une exigence de sécurité et de défense. Pourquoi les Européens devraient-ils défendre les Polonais alors que ceux-ci nous ont claqué la porte au nez chaque fois qu'on leur a demandé d'être solidaires ? Leurs dirigeants envoient leurs soldats mourir en Afghanistan et en Irak, mais refusent de les envoyer au Sahel pour défendre la frontière Sud de l'Union. Ils se servent de l'argent des fonds structurels pour acheter des armes américaines. Les Hongrois quant à eux foulent aux pieds les principes de la démocratie. Et que dire des Autrichiens qui bien que n'ayant pas de marine ont bloqué pendant des mois le renouvellement de l'opération Sophia par crainte de devoir accueillir quelques réfugiés de plus ?

Mais plus qu'économique, juridique ou militaire, la solidarité entre Européens est un impératif catégorique au sens où l'entendait Emmanuel Kant : une question de morale. Si les Européens croient vraiment dans les valeurs qu'ils proclament et bien qu'ils les mettent en œuvre ! Car aussi sûrement que les humains ne peuvent pas vivre sans cœur, sans solidarité l'Union ne sera plus une « Union », pas même une « Communauté », mais un simple « marché ».

QUE FAIRE ?

À court terme, il faut impérativement sauver ce qui peut encore l'être de l'esprit européen. Pour cela il est impératif de trancher au plus vite le nœud gordien des *coronabonds*. À l'heure où cette analyse est écrite, le gouvernement allemand tergiverse encore et propose un simple assouplissement du mécanisme européen de solidarité (MES) mis en place dans la foulée de la crise de l'euro. Certains évoquent la mise en place d'un fonds de solidarité doté d'une vingtaine de milliards. C'est passer à côté de la dimension psychologique de l'affaire. C'est s'obstiner à ne pas comprendre que les pays européens du Sud demandent de la solidarité. Ils ne font pas la charité. Après tout, l'Italie est un important contributeur net à l'Union européenne. Comme l'a dit le Président du Conseil italien, Giuseppe Conte, « nous ne sommes pas en train d'écrire des manuels d'économie, mais un livre d'histoire ». Il faut donc rapidement trouver une solution à laquelle tous puissent adhérer.

À moyen terme, il faut arrêter de mettre la tête dans le sable et regarder le problème en face : la solidarité peut difficilement s'organiser sur une base intergouvernementale.

Cela parce les dirigeants nationaux feront toujours passer leurs nationaux avant les autres, c'est naturel et c'est compréhensible. Ne le feraient-ils pas que leurs opposants le leur reprocheraient, et qu'à la fin ils en paieraient le prix fort aux élections. Mais la crise ne fera pas disparaître les nationalistes et les dirigeants allemands, comme les Autrichiens avant eux, devront s'habituer à vivre avec des partis d'extrême-droite puissants. L'Allemagne devra s'habituer à cette nouvelle normalité qu'on connut toutes les nations européennes avant elle, au lieu d'en faire une excuse pour ne rien faire. On ne triomphe pas des démagogues en les singeant, mais en les affrontant.

De la même façon, on n'empêchera pas les dirigeants nationaux de continuer à blâmer les instances européennes parce qu'elles n'exercent pas les compétences qu'ils ne leur ont pas consenties avec des moyens qu'ils ne leur ont pas donnés. Ils le font depuis toujours, avec un certain succès, il faut malheureusement l'admettre. Il faut donc en tirer les conséquences : une répartition plus claire des compétences. Il est indispensable d'exercer au niveau de l'Union ce qui ne peut être fait qu'à plusieurs : La défense, la monnaie, la gestion de crises et laisser aux États ce qu'ils peuvent faire tout seul, à commencer peut-être par l'agriculture.

Le problème est donc structurel. Et c'est bien parce qu'il est structurel que nous en sommes là. Il est grand temps de repenser l'architecture institutionnelle européenne et d'écrire non pas un nouveau traité, mais cette fois-ci et pour de bon, une vraie « Constitution ». Loin des expériences à la mode de démocratie participative, il faudra bien un jour convoquer une assemblée constituante, ou transformer le Parlement européen en une telle assemblée. Toutes les nations européennes n'y adhéreront pas, et tous les peuples européens n'y souscriront pas. Mais, comme l'ont prouvé les Britanniques, la démocratie c'est le règne de la majorité. Alors le moment est venu de distribuer les millièmes de copropriété et de passer au vote à la majorité qualifiée afin de pouvoir administrer correctement notre maison commune.

Pour survivre en temps de crise, et a fortiori en temps de « guerre », l'Union a besoin d'une structure à la fois légitime, efficace et lisible. Légitime, parce que choisie par les peuples européens et non par les partis ou les chefs d'État et de gouvernement. Légitime, parce responsable devant ces mêmes peuples. Efficace, parce que capable de prendre des décisions à la majorité et pas à l'unanimité, dans l'urgence et pas six semaines après. Efficace parce que dotée d'un budget conséquent, pas de miettes. Lisible enfin, pour que tous les citoyens comprennent qui décide quoi à « Bruxelles ».

Si une telle instance existait, elle eût été capable de distribuer les stocks de masques, de tests et de docteurs où et quand ils étaient le plus nécessaire. Et dans ce cas ç'eût été des avions marqués du drapeau bleu étoilé qui se seraient posés à Brescia ou à Bergamo, avant les avions chinois, russes ou cubains.

C'est pour cela qu'il faut tirer au plus vite les leçons de la crise et finir de construire notre maison européenne. Donner enfin un toit au projet d'une « Union sans cesse plus étroite ». Ce ne sera pas un petit pas, mais un grand bond. Car pour l'instant, la pandémie agit comme le mэрule qui traverse les murs, ronge charpentes et planchers et attaque jusqu'aux fondations. Tout ce qui restait de l'esprit européen est en péril. La crise a révélé la laideur des égoïsmes nationaux et du repli sur soi. Il faut maintenant qu'elle fasse apparaître la beauté de la solidarité et qu'elle apporte la preuve par l'action, cette fameuse « *pragma* » des anciens Grecs, que « l'Union fait la force » n'est pas qu'un slogan des jours paisibles.

Affirmer ses convictions fédéralistes en ces heures critiques apparaîtra sans aucun doute insensé. Mais ce sont parfois les choses insensées qui se révèlent à terme les plus raisonnables et l'inaction et le conformisme les plus dangereuses.

Les grandes constructions, qu'il s'agisse des États, des Nations ou des organisations internationales sont filles des chocs les plus sévères : guerres, révolutions, crises économiques ou encore pandémies. Nous y sommes. Le jour d'après, l'année d'après sera propice aux grandes remises à plat. L'Union pourrait sortir renforcée de cette crise. À moins qu'elle ne la tue.

Federalismo o muerte ■

ANALYSE #8

CORONAVIRUS : L'ABSENCE DE SOLIDARITÉ PEUT TUER LE PROJET EUROPÉEN

PAR **FRÉDÉRIC MAURO**

AVOCAT AU BARREAU DE BRUXELLES, CHERCHEUR ASSOCIÉ À L'IRIS

AVRIL 2020

PROGRAMME EUROPE, STRATÉGIE, SÉCURITÉ

Sous la direction de Olivier de France, directeur de recherche à l'IRIS

defrance@iris-france.org

et de Jean-Pierre Maulny, directeur adjoint de l'IRIS

jpmaulny@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org